

« Cette épidémie doit réveiller le monde, on devra vivre avec elle durant des années »

Touché par le coronavirus mais pas abattu pour autant, le célèbre virologue belge Peter Piot, nommé conseiller spécial d'Ursula von der Leyen, se dit déjà prêt à reprendre le combat. Pour que la prévention fonctionne, pour qu'un vaccin soit trouvé. Il y a urgence et le traqueur de virus a repris son poste.

Biographie

En 1976, à 27 ans, ce natif de Keerbergen dans le Brabant flamand, a soif d'aventure. A Yambuku, dans ce qui est alors le Zaïre, le jeune docteur en médecine de l'université de Gand se met en chasse du virus Ebola. Une bonne quarantaine d'années plus tard, âgé de 71 ans, il n'a pas abandonné le combat. « En Grande-Bretagne où je vis, la retraite n'existe pas. Je m'oppose à ce que j'appelle la discrimination par l'âge. C'est une sorte de guillotine. Evidemment, tout dépend du travail que l'on fait... », nous glisse-t-il. Aujourd'hui, comme *Le Soir* le révélait cette semaine, le virologue de renommée mondiale se remet « lentement, lentement » du... coronavirus. S'il a désormais fait l'expérience de son sujet, la maladie l'a frappé à un mauvais moment : Peter Piot venait d'être désigné pour faire partie d'un groupe de sept experts scientifiques chargés de conseiller la Commission européenne sur la réponse médicale à la pandémie. Le virus allait écartier Peter Piot de ces réunions, « excusé » dès celle du 30 mars. Comme pour célébrer son retour, il a été désigné ce jeudi « conseiller spécial » de la présidente Ursula von der Leyen. Peter Piot est mondialement connu pour ses recherches sur Ebola et le sida (il a dirigé Onusida). Le « chasseur de virus » est actuellement directeur de la London School of Hygiene and Tropical Medicine. C.B. ET PH.R.



Une course contre la montre
Mes combats contre les virus mortels, Sida et Ebola
PETER PIOT
Editions Odile Jacob, 432 p.

ENTRETIEN

COLETTE BRAECKMAN
PHILIPPE REGNIER

C'est une petite « chose » à tête ronde, invisible à l'œil nu, qui a finalement réussi à clouer au lit Peter Piot, grand chasseur de virus s'il en est, qui avait déjà identifié et traqué Ebola dans les forêts congolaises et vaillamment combattu le HIV d'un continent à l'autre à la tête d'Onusida. A force de parcourir le monde, depuis l'Institut de médecine tropicale d'Anvers jusqu'aux Nations unies, puis à la direction de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, le microbiologiste vivant « à grande vitesse » se croyait invulnérable.

Mais cette fois le Covid-19 a eu raison de lui : après trois semaines d'hospitalisation solitaire dans un hôpital londonien, c'est d'une voix encore altérée par la fatigue qu'il nous a expliqué sa traversée du désert et analysé lucidement le défi que le coronavirus représente pour les scientifiques, les politiques et tous les habitants de la planète qui seront obligés de modifier leur vie.

Comment vous sentez-vous aujourd'hui ?

Bien mieux que voici une semaine. Bien qu'en congé maladie. J'ai commencé à reprendre mes activités. Ce fut une expérience éprouvante car, durant trois semaines, j'ai été très affaibli. A part une hépatite lorsque j'étais étudiant en médecine, je n'avais jamais été malade et me considérais en bonne santé. J'ai toujours vécu à grande vitesse sans me poser de questions comme si j'étais invulnérable. Je n'aime pas beaucoup parler de moi-même mais je crois qu'il faut être conscient de ce qu'est le Covid, qui laissera beaucoup de séquelles. Voici cinq ans déjà, alors que je me trouvais en Afrique de l'Ouest où sévissait le virus Ebola, je me demandais si on était prêts pour la prochaine pandémie. J'étais certain qu'endéans les cinq ou les cinquante ans, nous allions être confrontés à une grande épidémie. Comme pour un tremblement de terre, l'occurrence était certaine mais pas la date.

Etions-nous prêts ?

La réponse est non. Personnellement, je songeais plutôt à une variante de la grippe. Mais ce que j'ai vécu est bien différent et dorénavant, si je demeure un expert, un scientifique, j'ai de l'expérience, je me trouve dans une autre catégorie... Même si je n'ai pas été en réanimation, ma condition physique, pendant un certain temps, a été très mauvaise. Vivant à Londres, j'ai fait l'expérience du Service national de santé. Comme je vis dans un quartier peu favorisé de Londres, mes conditions d'hospitalisation n'étaient pas celles de Boris Johnson ! Je me suis retrouvé enfermé, en isolement complet, durant

sept jours et sept nuits, dans une chambre que je partageais avec trois autres patients, dont un Jamaïcain qui ne parlait que l'espagnol et un SDF... Des gens parmi les plus pauvres de la société, qui tous les trois souffraient du diabète. Depuis mon corridor, je voyais les patients dirigés vers les soins intensifs et, avec mes voisins, on ne se parlait pas beaucoup. L'une des caractéristiques de cette maladie, c'est l'état d'épuisement dans lequel elle vous laisse. J'ai perdu quelque 7 kilos durant ces quelques jours. Je me souviens de la solitude qui était la nôtre et je pense à ceux qui se trouvent dans les maisons de repos ou les prisons. Par la suite, les moyens de communication m'ont aidé à rétablir les contacts, et d'abord avec ma femme. Mais je n'avais pas le courage de répondre à beaucoup de messages. Tout cela, même dans les années 90, n'existait pas. J'avais emmené avec moi mon téléphone, quelques livres, mais je lisais peu. Avec cette maladie, on a l'impression d'être passé sous un tram, d'être anéanti... Une telle expérience, c'était très aigu...

Comment expliquer que les pays riches, développés, n'aient pas vu venir une telle pandémie ?

En 2009, lors de la grippe H1N1, il y a eu une alerte, des programmes ont été mis en place, des vaccins, des masques ont été prévus. Mais ensuite on a oublié tout cela. Au début de cette année encore, lors du sommet de Davos (le Forum économique mondial annuel, NDLR), il n'a pas été question du risque d'épidémie. Pas un mot ! Les besoins matériels de nos sociétés sont tels que c'est toujours le court terme qui prévaut. La prévention n'a pas priorité. C'est comme les sapeurs pompiers : on les appelle lors de l'incendie, puis on oublie. C'est dans la prévention qu'il faut investir. Mais partout, en Belgique comme aux Etats-Unis, cela apparaît toujours trop cher. Le vrai succès de la prévention, c'est quand rien ne se passe. Mais électoralement ce n'est pas rentable. Cette épidémie doit réveiller le monde, on devra vivre avec elle durant des années sans exclure qu'elle resurgisse l'année prochaine.

Le Covid disparaîtra-t-il un jour ?

Pour l'avenir, il y a trois hypothèses : la première, c'est que le virus puisse muter, devenir moins pathogène, mais nous n'avons aucune indication en ce sens. Si c'est le cas, il faudra du temps. La deuxième, c'est que le virus ne fasse plus de victime car tout le monde aura été infecté. C'est ce qui s'appelle l'immunisation collective. Mais avant cela, il y aura eu des millions de morts. La troisième hypothèse, c'est la découverte d'un vaccin, mais beaucoup de questions se posent. Sera-t-il efficace, fonctionnera-t-il sur les plus de 35 ans, quelle sera sa durée de protection ? Tout

le monde y aura-t-il accès ? Je pense qu'aussi longtemps qu'une seule personne de par le monde sera infectée, il y aura menace pour tout le monde. Il faudra donc veiller à limiter les dégâts. Le principe de précaution, c'est que si on ne peut pas prouver que quelque chose n'est pas nuisible, il ne faut pas le faire. A l'avenir, il faudra trouver un compromis car quoi que l'on fasse, il y aura un risque. Les compromis à trouver devront être acceptables pour les gens, pour la société. Il faudra prendre l'habitude des risques. Comme on le fait déjà avec le ski hors piste : on sait qu'il y a danger, mais on décide d'y aller quand même... Le monde de l'après-Covid va aussi changer les habitudes culturelles : va-t-on encore se serrer la main ? En Asie, on ne le fait pas, on porte un masque et ces habitudes datent de la grippe espagnole. A Hong Kong, on utilise désormais deux séries de baguettes, l'une pour déposer la nourriture dans l'assiette, l'autre pour porter les aliments à la bouche. Il est certain aussi que l'on voyagera autrement. Et je ne crois pas au principe de la vidéoconférence, ce n'est pas la même chose. Nos voisins hollandais ont refusé de tout fermer, le Danemark a eu sa propre politique... cette diversité représente aussi une richesse. Il nous faudra être flexibles, comparer les diverses expériences européennes, mais surtout éviter les réflexes isolationnistes.

Quel est le rôle de la commission d'experts, dont vous faites partie, qui travaille aux côtés de la présidente de la

Commission européenne Ursula von der Leyen ?

Je suis très impressionné par la présidente von der Leyen. Elle est médecin

elle-même, elle s'y connaît, elle s'implique. Et cela alors qu'il y a d'autres problèmes à régler en Europe, comme le budget... Ce lundi, il y a déjà eu un sommet virtuel de l'Union européenne qui a permis de débloquer huit milliards de dollars pour la recherche de vaccins. Mais dans un esprit d'accès équitable, de libre circulation. Il nous faut éviter une approche nationaliste comme celle des Etats-Unis, qui voudraient garder les vaccins pour eux-mêmes... A un moment donné, la France et l'Allemagne avaient voulu interdire d'exporter le matériel de protection, une attitude qui va à l'encontre de tous les principes de solidarité et de libre circulation des personnes et des biens.

A l'égard des vaccins, la Belgique est bien placée. Il y a dans notre pays beaucoup d'excellents chercheurs, mais je me fais du souci pour les pays les plus pauvres. Quand survient une épidémie, on voit toujours apparaître le pire et le meilleur, la solidarité et l'égoïsme, les réseaux volontaires et les réflexes racistes. L'un de mes collaborateurs, d'origine chinoise, a été insulté, ici à Londres, accusé de répandre le virus !

Quel sera votre rôle en tant que conseiller principal d'Ursula von der Leyen ?

Mon rôle sera limité à la recherche. Avec comme toute première priorité les vaccins, et aussi la recherche en sciences sociales, déterminer l'impact du Covid sur les économies, les sociétés, développer les priorités, engager les Etats-membres à dégager l'argent nécessaire. Les experts vont aussi discuter des stratégies à adopter pour relâcher les mesures actuelles, selon quels critères... Mettre sur pied un agenda commun pour lutter contre les épidémies et en particulier le Covid. Certes, il n'y a pas d'Europe de la santé, mais c'est dû au fait que les systèmes sont tellement différents : ils se sont historiquement développés dans des contextes particuliers. En matière de prévention des épidémies, il y a cependant moyen de travailler ensemble.

Comment ?

On peut par exemple examiner tout ce qui est lié à la nourriture, aux produits chimiques polluants. Il y a déjà des normes, des inspections sanitaires très bien organisées, et ces préoccupations interviennent dans nos discussions commerciales avec les Etats-Unis.

Ce jeudi, votre panel d'experts se penchait sur l'épineuse question du tourisme...

En effet. Il faudra que l'Europe discute de questions qui intéressent tous ses ci-

